
Réponse de l'association A.N.O.D.E. à la consultation publique n°2019-013 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

L'association A.N.O.D.E remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur les tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga.

De manière générale, l'association A.N.O.D.E partage le bilan de la CRE sur les grands enjeux suivants :

- Le réseau gazier est suffisamment dimensionné et ne nécessite pas de nouveaux grands projets compte-tenu de la baisse de la consommation anticipée à moyen et long terme.
- Les solutions innovantes sont justifiées si elles permettent de réduire les coûts totaux pour la collectivité et/ou les risques de surinvestissements ou de coûts échoués.
- Tout nouveau projet devra être apprécié en tenant compte des incertitudes (évolution de la consommation, développement des énergies renouvelables et de nouveaux usages, etc.) et des objectifs de la PPE. L'identification des usages pérennes pour le gaz naturel doit être une priorité afin d'adapter et d'optimiser le réseau gazier existant.
- Les dépenses en matière de développement de l'injection des gaz renouvelables (hydrogène, biométhane) doivent concorder avec les objectifs de la PPE.

L'association A.N.O.D.E partage également l'analyse de la CRE concernant les trajectoires des dépenses d'exploitation et de capital proposées par les gestionnaires de réseaux, qui sont beaucoup trop importantes.

A titre d'exemple, la forte hausse des effectifs et le budget important consacré à la transition énergétique sont difficilement acceptables, alors que la CRE avait déjà pris en compte dans l'ATRT6 la demande des GRT de renforcer leur capacité à participer à la transition énergétique et à préparer l'avenir des réseaux de transport de gaz au travers des projets « GRTgaz 2020 » et « recherche et innovation » de Terega. Par ailleurs, avec la fin des grands projets, les opérateurs vont retrouver des marges de manœuvre importantes, notamment sur le plan humain, qu'ils pourront utiliser pour travailler sur les enjeux à venir, grâce à un plan de formation si nécessaire.

L'association A.N.O.D.E recommande donc à la CRE d'inciter beaucoup plus fortement les opérateurs à réaliser des gains de productivité et à maîtriser leurs charges d'exploitation. A ce titre, la référence pour la révision de la trajectoire proposée par les opérateurs ne devrait pas être le dernier réalisé disponible mais la moyenne des réalisés sur la période tarifaire ATRT6 pour permettre aux utilisateurs de réellement bénéficier des efforts de productivité réalisés par les GRT. En tout état de cause, la trajectoire retenue ne saurait être supérieure à la borne basse cumulant les recommandations du consultant et les analyses de la CRE.

Concernant les charges de capital, l'association A.N.O.D.E est surprise par les trajectoires d'investissement estimées par GRTgaz et Terega au regard du double constat structurant pour le

marché du gaz : dimensionnement réseau efficace et suffisant, et réduction anticipée de la consommation de gaz. Afin de s'assurer d'envoyer les bons signaux d'investissement aux GRT, les membres de l'A.N.O.D.E sont favorables à la proposition de la CRE de définir un taux de rémunération de plus court terme qui s'appliquerait aux nouveaux investissements et qui serait davantage corrélé aux conditions réelles de marché. En outre, la baisse du WACC, pour les actifs historiques, nécessaire au regard de l'évolution des conditions de marché, ne doit pas être le seul levier utilisé par la CRE pour contenir la hausse des tarifs. Il ne doit en aucun cas constituer un appel d'air permettant aux GRT d'augmenter les coûts de fonctionnement. La trajectoire des revenus autorisés fixés aux GRT sera déterminante pour maintenir la compétitivité du gaz dans le secteur de l'énergie compte-tenu des enjeux de décarbonisation à moyen et long terme, et de la baisse anticipée de la consommation de gaz au niveau français et européen.

Enfin, concernant l'élargissement du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs industriels non délestables et non interruptibles raccordés aux réseaux de transports, celle-ci devra se faire en cohérence avec la mise en place des dispositifs d'interruptibilité prévus par la DGEC.

Concernant la modification du calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » en distribution, les membres de l'A.N.O.D.E n'y sont pas favorables pour plusieurs raisons :

- la formule proposée se base sur les consommations observées l'hiver en cours et n'est pas cohérente avec l'évaluation du filet de sécurité qui est basé sur l'état du portefeuille au 1er janvier de l'hiver précédent ;
- le client ne connaîtra de manière définitive sa modulation et donc ses coûts de stockage que le 1er avril N pour la saison du 01/04/N au 31/03/N+1, contrairement à aujourd'hui où les coûts sont connus dès les mises à jour de la CAR publiées à partir de fin déc. N-1 ;
- les modifications des besoins énergétiques d'un site, suite à des travaux d'efficacité énergétique par exemple, seront prises en compte dans le calcul de la modulation avec un décalage qui pourrait être d'un an (ce qui n'est pas le cas avec la méthode actuelle, basée sur la CAR et la CJA, ces données pouvant être actualisées sur justificatif) ;

En outre, les modalités proposées par la CRE nécessitent des données difficilement accessibles pour les fournisseurs. Elles pourraient donc constituer un frein pour le bon fonctionnement du marché de la fourniture et le développement de la concurrence.

Pour prendre en compte la spécificité des sites T4 qui seraient contre-modulés, il suffirait de leur affecter un profil en fonction de leur part hiver, ce qui permettrait aux sites T4 ayant une consommation plate ou contre-modulée d'être exemptés de la compensation stockage conformément aux règles en vigueur (profils P13 et P14).

Pour les sites directement raccordés au réseau de transport, l'Anode n'est pas opposée à l'application de la méthodologie envisagée par la CRE dans la mesure où les paramètres CAR et profils ne sont pas définis pour ces sites.